

Critiques en actes.

Ce qu'être un média alternatif veut dire

Forme de praxis politique originale, les médias dits « alternatifs » incarnent leur critique des médias *mainstream* en faisant du média « autrement ». Leur diversité de formes et de dispositifs est ainsi à la mesure de la diversité des critiques qu'ils portent chacun à leur manière au système médiatique dominant.

Pour comprendre le fond de ces dernières, nous avons demandé à plusieurs d'entre eux de nous dire en quoi l'expérience qu'ils mènent constitue, en elle-même, une critique des médias *mainstream*, notamment, si cette dernière s'est construite sur un discours critique explicite des grands medias. Voici leurs réponses.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR DANIELLE
FOLLETT ***

● Pour *CQFD*, Nicolas Arraitz, www.cqfd.com

CQFD est un mensuel « de critique et d'expérimentation sociales », fondé au printemps 2003 à Marseille. Issu de la mouvance anti-militariste, il a une sensibilité anti-autoritaire. Nous sommes assez allergiques aux chapelles, aux chefferies militantes. Nous fonctionnons sans rédacteur en chef, sans proprio, sans sub et sans pub. Le comité de rédaction est souverain, il décide du contenu du journal collégialement. Cette manière de fonctionner, ouverte et non hiérarchique, est en claire contradiction avec non seulement les médias dominants, mais aussi la société dans son ensemble. Cela nous assure de sacrés problèmes d'argent, mais en même temps une belle indépendance, dans le ton et le choix des sujets. Cette indépendance a un prix : nous sommes ignorés par les autres médias, alors que parfois ils puisent chez nous des infos parues nulle part ailleurs. Par exemple, début 2007, nous avons été les seuls à nous intéresser à l'insurrection civile d'Oaxaca, au Mexique, en publiant (en collaboration avec l'Insomniaque éditeur) un hors-série de 35 pages. Plus récemment, nous avons suivi de près l'affaire Enric Duran, un jeune catalan qui a détourné un demi-million d'euros en crédit à la consommation, puis a publié un journal éphémère et gratuit prônant l'insoumission bancaire et la construction d'alternatives sociales : un sujet passé sous silence ici. Nous donnons

* Membre du comité de rédaction de *Mouvements*.

à voir les mouvements de protestation, mais aussi ce genre d'expériences pratiques et dissidentes. Nous ne voulons pas mourir aigris !

Nos difficultés sont surtout financières. Nous venons de sortir un hors-série photo de 50 pages, un bel objet dont nous sommes fiers. C'est un pari, fruit de l'envie de toucher de nouveaux lecteurs, mais si ça ne se vend pas, nous nous serons mis en danger. Nous nous salarions à tour de rôle, avec des contrats à temps partiel. Nous avons aussi un problème

Le Grand Soir
Les lecteurs ont apparemment du mal à faire la différence entre notre travail d'agitateurs et nos opinions personnelles.

de visibilité. Nous vivons comme une injustice le fait de faire un bon boulot et d'avoir parfois l'impression que peu de monde le sache ! Nous sortons des infos inédites, nous vérifions nos sources, nous faisons très attention – justement parce que nous avons un ton assez personnel et virulent, nous

ne voulons pas être soupçonnés de raconter n'importe quoi. Nous sommes sérieux là-dessus, même si nous aimons aussi rigoler. Nous avons donc l'impression de ne pas avoir la visibilité que nous méritons, nous sommes noyés sous cette avalanche de papier glacé qui squatte les linéaires. Nous sommes sans doute aussi difficiles à classer, on peut nous confondre avec la presse satirique, vu la place que nous donnons au dessin. Et puis nous sommes si loin du microcosme parisien !

Notre rapport avec les mouvements sociaux est une relation de compagnonnage. Nous avons des rubriques régulières sur les sans-papiers, le monde rural, les luttes pour le logement, les grèves et occupations d'usine... Nous sommes proches des mouvements, mais nous savons être critiques sur ce qui nous paraît être des dérives, par exemple de la part de certains leaders, qui se laissent souvent happer par le jeu de la personnalisation médiatique.

● **Le Grand Soir, www.legrandsoir.info**

Le Grand Soir s'affiche comme un « journal militant d'information alternative » - « Journal Militant » dans sa forme et « information alternative » dans son fond. Notre devise est qu'« informer n'est pas une liberté pour la presse mais un devoir », ce qui pour nous constitue une critique directe et sévère des médias commerciaux. Leur « liberté » tant vantée s'arrête en réalité exactement là où commence notre droit à une véritable information. Nous sommes tous issus des milieux de la « solidarité internationale », avec des expériences à l'étranger (Nicaragua, Cuba, Chili...) qui nous ont ouvert les yeux sur le niveau de désinformation dans les médias, principalement occidentaux. En ce qui concerne la question de support : ah, si on avait les moyens d'éditer un journal papier... En vérité, nous ne croyons pas à la viabilité à long terme des médias alternatifs, en tout cas pas comme un outil efficace. L'internet a été au final une bénédiction pour certaines expressions, mais aussi une malédiction dans la mesure où il a créé une « citadellisation » de la pensée, une sorte de « chacun s'ex-

prime » le regard rivé sur la courbe des visites et entrant dans une sorte de concurrence qui peut finir par être épuisante. D'ailleurs, *Le Grand Soir* limite volontairement le nombre d'articles publiés afin de « ralentir l'information pour mieux la saisir ». Les difficultés que nous rencontrons sont de maintenir une constance, motiver les bénévoles, trouver des articles intéressants en français, or ces derniers sont rares, ce qui oblige à faire des traductions qui demandent beaucoup d'énergie... Une difficulté à laquelle nous ne nous attendions pas à l'origine est la gestion de la « relation à l'information » que nos lecteurs peuvent avoir. Par exemple, les articles publiés sont souvent interprétés comme l'opinion officielle du site, ce qui est souvent inexact. Les lecteurs ont apparemment du mal à faire la différence entre notre travail d'agitateurs et nos opinions personnelles. Notre ligne éditoriale est pourtant très claire mais le seul problème, c'est que personne ne la connaît. Même pas nous... Dans les mouvements sociaux, on espère au moins être utiles. *LGS* ne prétend à aucun rôle, à la limite peut-être celui d'empêcheur de tourner en rond.

● **Collectif Indymédia Grenoble, www.grenoble.indymedia.org**

Indymedia Grenoble est avant tout un site internet d'informations alternatives géré par un collectif de bénévoles. C'est en 2003, dans le contexte du contre-sommet du G8 à Évian, qu'est née l'idée à Grenoble de créer un site permettant de relayer les luttes locales. Le choix est alors d'inscrire ce projet dans le réseau Indymedia global né en 1999 lors du contre-sommet de Seattle. Celui-ci fonctionne sur le principe de la publication ouverte : chacun(e) peut participer directement au site en proposant un article ou un événement qui sera modéré selon les critères d'une charte. Les membres du collectif Indymedia Grenoble ne sont donc pas des journalistes alternatifs : ils assurent principalement la gestion du site et la modération des contributions. La critique des médias dominants est au cœur du projet d'Indymedia Grenoble. Le site contribue en effet à construire un autre rapport à l'information. Il ne s'agit pas d'un site de spécialistes de l'information : nous incitons plutôt les personnes à produire et à diffuser elles-mêmes de l'information critique sur ce qu'elles vivent et ce qui les concerne. Nous considérons qu'il est important de remettre en cause l'opposition entre deux rôles face à l'information : celui des personnes « actives » qui produisent (les journalistes) et celui des personnes, « passives » qui consomment. Indymedia vise ainsi à la suppression des intermédiaires dans le domaine de l'information. Nous remettons en cause la pseudo-objectivité journalistique en affirmant que « la neutralité n'existe pas ». Indymedia Grenoble contribue en outre à la critique des médias, en diffusant des textes ou en projetant des films qui questionnent par exemple la place des médias dans la société ou le rapport des militant(es) aux médias. Indymedia Grenoble s'est développé prin-

Indymédia Grenoble

Nous remettons en cause la pseudo-objectivité journalistique en affirmant que « la neutralité n'existe pas ».

cipalement sur Internet grâce aux possibilités qu'offre ce média : mise en réseau, expression libre, quasi-gratuité, immédiateté, etc. Néanmoins, pour ne pas se restreindre aux seul(es) internautes, nous développons parfois des supports papiers (journal, agenda mural,...) et nous organisons des rencontres publiques. Nous diffusons les versions papier gratuitement et nous les finançons par des soirées de soutien. L'objectif principal du collectif est la diffusion d'informations traitant des luttes et des mouvements sociaux à Grenoble et dans la région. Le site internet est considéré, par le collectif et par les personnes qui l'utilisent, comme un outil d'organisation et de mise en valeur des luttes. En témoigne la hausse des contributions et des consultations du site lors des mouvements contre le CPE ou la LRU. Indymedia Grenoble, en tant que site local d'information, propose de même une vision critique des « actualités » de Grenoble et ses alentours : technologies en tout genre, projets urbanistiques mégalos, etc. La diffusion de l'information permise par le site dynamise les mobilisations autour de ces questions.

● *The New York Independent*, entretien avec Arun Gupta

Le *NYI* est un journal papier gratuit, publié à New York toutes les trois semaines, disponible dans plus de 300 endroits dans la ville, par abonnement et sur le web : <http://www.indydependent.org/>. Nous tirons à 25 000 exemplaires, 400 000 par an au total. Nous sommes une publication grand public anti-capitaliste mais nous ne sommes l'organe d'aucun parti ou groupe. Nous sommes issus du réseau international Indymedia.

Notre un budget mensuel tourne autour de 7 000 dollars ; cette somme vient des ventes de tee-shirts et d'affiches, des soirées et campagnes de soutien, des abonnements, des dons, et à environ 50 % de la publicité. Mais une grande entreprise n'achètera évidemment pas d'espace chez nous ; il y a une convergence politique en la matière. De nombreux groupes de gauche font un bon travail politique ; c'est eux que nous convain-

quons d'acheter de l'espace dans notre journal. Nous avons eu d'abord besoin de leur en montrer les avantages. Au niveau financier c'est la précarité permanente. Nous salarions deux personnes à plein-temps et sommes 9 dans le collectif. Toutes les décisions sont prises collectivement, sauf les décisions

éditoriales. Mais même dans le collectif il y a une sorte de hiérarchie, parce que certaines personnes ont travaillé avec nous plus longtemps, et d'autres y travaillent plus d'heures. Nous pensons que ce sont là des éléments qui comptent et que l'expérience est un facteur important.

Je n'aime pas l'expression « média alternatif » car elle réifie les médias capitalistes. C'est une approche défaitiste. Mais nous ne voulons pas exister uniquement comme une alternative, nous voulons participer à un renversement du système dominant des médias pour qu'il soit remplacé à

Arun Gupta

*Je n'aime pas l'expression
« média alternatif » car elle réifie
les médias capitalistes.
C'est une approche défaitiste.*

terme par un système plus dynamique, poly-culturel et nuancé. Il y a cette idée qui circule beaucoup dans le milieu des médias dits alternatifs, selon laquelle nous « sommes les marges ». Il y a un côté flatteur à cette idée, un côté : « on est peut-être faible, mais au moins on a raison ». Mais c'est une position qui pourrait mener à justifier le manque de rigueur.

Je pense qu'il n'y a que deux types de journalisme : le journalisme de bonne qualité et le journalisme de mauvaise qualité. Les

médias capitalistes sont remplis de mauvais journalisme, mais il y en a beaucoup aussi dans les médias d'extrême gauche. L'idée d'un journalisme « objectif » ne veut évidemment rien dire, mais beaucoup de médias alternatifs ne vérifient pas correctement leurs infos, et il y a souvent une substitution de la rhétorique pour l'enquête, parce que c'est plus facile de donner son opinion que de sortir faire des entretiens, trouver des documents, etc. Et commencer à faire de vraies enquêtes, signifie parfois se trouver devant le fait que la situation questionne les notions préconçues que nous en avons. Il y a aussi parfois de très bonnes enquêtes dans les médias *mainstream*, même si c'est l'exception. Et les médias alternatifs sont trop dépendants des investigations et des informations venant des médias *mainstream*. Pourtant, il n'est pas impossible de faire de vraies enquêtes avec un petit budget.

Pour parler de nos relations avec les mouvements sociaux, le terme que j'aime utiliser est celui de « solidarité critique ». Il faut être clair sur le fait que nous soutenons les objectifs des mouvements, il faut prendre en compte le caractère minoritaire et faible des mouvements progressistes par rapport au capital, mais il faut aussi critiquer, évaluer et analyser. Y compris nos propres présupposés, actions et idéologies.

Pour ce long entretien en entier, voir sur le site de Mouvements : www.mouvements.info

● Pour o2zone tv, Antoine Dufour, www.o2zone.tv

Le projet o2zone est né en 2001, dans le quartier d'Air Bel à Marseille. Ce quartier fait partie (déjà à l'époque et depuis longtemps) des ZUS les plus dégradées de France. Délaissée, stigmatisée, c'est dans la cité des surréalistes qu'une poignée de plasticiens et de travailleurs sociaux vont développer l'idée d'une télévision participative. En 2002, le premier agrément de télévision hertzienne temporaire va confirmer qu'il existe bien, malgré tout ce qui peut être dit, une véritable valeur ajoutée de la télévision participative valorisant l'expression, la citoyenneté et le développement local. Aujourd'hui o2zone s'est développé en réseau (une quinzaine d'associations et de partenaires) autour d'un concept « de télévision en réseau de proximité » utilisant des « *process* » participatifs qui associent technique audiovisuelle et expertise sociale/locale.

The New York Independent
Les médias capitalistes sont remplis de mauvais journalisme, mais il y en a beaucoup aussi dans les médias d'extrême gauche.

o2zone tv

Notre démarche n'est pas de s'insurger contre le système actuel, mais de pallier son incapacité à apporter les réponses sur les questions de la proximité.

O2zone s'est développé dès son origine sur le constat d'une grave insuffisance du système médiatique français : tant dans sa forme que sur le fond celui-ci s'avère totalement impuissant à aborder la grande proximité. L'échelle de la démocratie locale, de la citoyenneté et du développement durable n'est pas l'échelle des contrats publicitaires. Depuis longtemps, nous avons identifié que la télévision avait un grand rôle à jouer pour mettre en valeur la parole citoyenne, rendre visible les initiatives de proximité, créer du lien social, participer à la dynamique culturelle, soutenir le

développement durable, instaurer un véritable débat politique. Le développement de ce projet nécessite un travail technique et humain important. Pour nous, il a été plus simple de former à l'audiovisuel les acteurs de proximité, que de faire l'inverse.

De même, nous avons compris depuis longtemps que le monde des médias et son organisation juridico/administrative nous serait d'aucun secours ni d'aucune aide pour faire aboutir notre projet. Cela pose autrement la définition des missions des médias. Si les trois grandes missions « informer, cultiver & distraire » restent le fer de lance de la majorité des démarches médiatiques, nous pensons qu'il est indispensable de soutenir également les missions suivantes « citoyenneté (active), démocratie locale, développement local & durable ».

Nous récusons le concept de média alternatif. Notre démarche n'est pas de s'insurger contre le système actuel mais de pallier son incapacité à apporter des réponses sur les questions de la proximité. Il s'agit de créer un média de changement, qui ne manque pas d'air, ouvert sur la réalité des réseaux et des territoires et non de s'opposer aux modèles dominants.

La télévision (quel que soit son mode de diffusion : web, câbles, TNT...) a des intérêts particuliers. Elle représente symboliquement un « commun positif » entre toutes les générations. La démarche journalistique, l'interview, permet d'avoir un « objet » qui légitime la parole et l'expression. La liste des effets positifs observés est longue (valorisation, confiance en soi...). Car lorsqu'un reportage, un plateau, une fiction est diffusé sur un média elle acquiert un statut de parole publique.

● **Le Piaf, www.lepiaf.net**

Le journal *Le Piaf* (Pour une Information Alternative, Forcément) est né en 2006 et publie son numéro 36 ce mois de décembre 2009. Chaque mois, *Le Piaf* se propose au grand public comme un « journal gratuit de gauche » : <http://www.le-piaf.org>. Les informations sont surtout apportées par le large réseau associatif, syndical, universitaire,... qui constitue la mouvance militante altermondialiste, écologiste, sociale... Sans être « militant »,

Le Piaf s'inscrit clairement dans le cadre des idées et des réflexions de cette mouvance. Il veille toutefois à être indépendant de toute organisation.

Le Piaf est généraliste et suit l'actualité. Il traite les mêmes sujets (politique, social, économie, justice, environnement, médias, international...) que les grands médias, mais en proposant un autre regard. Il traite aussi des sujets qui ne sont pas – ou peu – abordés par les médias dominants (conflits sociaux à l'étranger, alternatives aux politiques néolibérales, négociations internationales...). Un des objectifs principaux du *Piaf* est de se faire l'écho des mouvements sociaux ou politiques qui n'ont pas de tribune dans les grands médias.

Notre envie d'informer – et d'être informés – autrement est née de deux indignations : celle ressentie au cours de la campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005 face au matraquage des grands médias en faveur d'une idéologie dominante, mais aussi celle de les voir continuer, après un désaveu massif, à asséner leurs leçons de bien-pensance. L'information est à la fois trop fragile et trop essentielle dans une démocratie pour être laissée aux seuls « grands médias » dont la déontologie, mise à mal par leur dépendance financière, par la nécessité des recettes publicitaires et par leur connivence avec le pouvoir, est de plus en plus menacée. Une rubrique régulière du *Piaf* dénonce ainsi les dérives, les manipulations, voire les mensonges lus, vus ou entendus dans la « grande presse ».

Le Piaf a pour objectif d'être grand public. C'est-à-dire que son format, la taille des articles, les sujets traités visent un large public. Il est à la fois diffusé en version papier et sur internet afin que toutes les catégories de la population puissent avoir accès au journal. Toute personne peut librement l'imprimer et le diffuser autour d'elle. Les articles sont en « *copyleft* » ce qui signifie qu'ils peuvent être librement repris tant que leur provenance et leurs auteurs sont cités. Et *Le Piaf* est « gratuit ». Les abonnements papier sont au prix coûtant (papier, impression et envoi). Et l'un des objectifs du *Piaf* est d'être diffusé gratuitement en grande quantité comme les journaux dits gratuits du métro. Pour cela, comme le papier et l'impression ont un coût, l'Association *Le Piaf* rassemble des dons afin de permettre cette distribution dans les lieux publics ou des dépôts fixes.

Le projet du journal *Le Piaf* demande des moyens financiers difficiles à obtenir. Le financement par dons est largement insuffisant et ne permet qu'une diffusion papier anecdotique qui rend difficile la fidélisation d'un lectorat. L'impression et la diffusion reposent aujourd'hui sur les seules ressources militantes de personnes actives dont la priorité est la réalisation du journal et des tâches annexes nécessaires. Cette situation ne permet pas une action suffisante en termes de communication, de partenariats, de présence dans des manifestations publiques, d'amélioration de la présence sur le net ou d'amélioration du graphisme.

Le Piaf

L'information est à la fois trop fragile et trop essentielle dans une démocratie pour être laissée aux seuls « grands médias » (...).

Le manque de synergie dans les publications militantes est finalement contraire aux idées que ces médias véhiculent. C'est pourquoi l'association Le Piaf aimerait lancer un autre projet en parallèle à son journal. Il s'agirait de doter les médias alternatifs d'une « AFP » militante, qui pourrait prendre la forme d'un site internet basé sur le principe de wikipedia, où des contributeurs reconnus pourraient déposer des articles courts ou des brèves. Les articles seraient alors mis à la disposition de tous lecteurs intéressés. On pourrait alors voir émerger de nouveaux médias (pourquoi pas, par exemple, l'aventure d'autres gratuits de gauche, qui utiliseraient les mêmes armes, tel le financement par la pub, que les gratuits actuels). Les journaux payants auraient de leur côté à mener une réflexion sur leurs envies et leur manière de participer à cette AFP militante. Les articles mis sur ce vecteur « AFPiaf » seraient alors en *copyleft*, permettant à tous de les lire mais aussi de les réutiliser dans l'objectif de créer de nouveaux moyens d'information.

● Pour Presse & Cité, Farid Mebarki, www.presseetcite.info

Dans les salles de rédaction, évolue une ombre parfois folklorique, souvent menaçante, qu'on convoque jusqu'à l'usure pour alimenter les manchettes les plus tapageuses et les reportages les moins flatteurs. Cette ombre qui offre aux médias ses meilleurs marronniers et ses plus belles dérives, est le double médiatique des quartiers populaires. Depuis que les banlieues interrogent le modèle social français et ses limites, les journalistes et acteurs de la communication, semblent avoir mis des œillères. À l'aune de leurs *a priori*, de l'étanchéité de leur milieu social et sur fond de crise des médias, ils mettent en scène les banlieues dans ce théâtre triste où les bandes ethniques rivalisent avec l'intégrisme musulman et les descentes musclées de la police.

Cette médiatisation biaisée consolide les fantasmes et contribue chaque jour à alimenter le séparatisme social qui gangrène les fondements de ce pays. Au décrochage social qui frappe des pans entiers de la société, se surajoute une fracture médiatique qui accélère voire justifie ce mouvement descendant. Rares sont ceux qui arrivent encore dans la presse écrite ou aux confins nocturnes des grilles de programme, à proposer une approche plus complexe des quartiers populaires. Cette noria d'images et de mots s'abat sur les habitants des banlieues sans véritablement rencontrer d'opposition franche.

À ces discours publics pourvoyeurs de tant d'humiliations privées, la réaction des quartiers populaires n'a pas démobilisé. Les luttes politiques qui jalonnent l'histoire récente des banlieues n'ont jamais omis d'inscrire à leur action les médias : envisagés comme lieux de reconquête d'une dignité bafouée mais aussi passerelles avec le reste de la société et relais vers d'autres

Presse et cité

Les médias sont envisagés comme lieux de reconquête d'une dignité bafouée mais aussi passerelles avec le reste de la société et relais vers d'autres luttes.

luttons. Des marcheurs de 1983 en passant par le MIB ou aujourd'hui AC LeFeu, tous ont interrogé la responsabilité des médias face à la situation des quartiers, exigeant un nouveau regard et encourageant la construction de récits sur la banlieue, par la banlieue. Dommage que les médias ne s'intéressent à ces dynamiques uniquement après un drame ou une énième révolte pour aussitôt les oublier.

Les restructurations à l'œuvre dans l'économie des médias et la précarité qui s'est installée durablement dans la profession de journaliste, semblent condamner toute évolution.

Aussi, à côté des rappeurs ou des militants associatifs, des médias se sont développés depuis plus de 20 ans pour relayer la parole des banlieusards et créer une alternative à leur médiatisation. En ouvrant les ondes à la parole des habitants, en animant des ateliers d'écriture ou en abusant de la vitalité du web, ces médias nés en banlieue n'ont pas que tenté l'instauration d'un

rapport de force avec le discours dominant. Ils expérimentent également sur l'information de proximité, la collaboration éditoriale des habitants, la démocratie locale, le rôle social du journaliste ou la formation des jeunes aux métiers des médias.

Nés au carrefour de la politique de la ville, de l'éducation populaire et de la critique des médias, ces acteurs sont porteurs d'un renouveau. Soumis aux aléas d'un modèle économique fragile, évoluant dans des quartiers en crise en prise avec les publics les plus modestes, ces acteurs nécessitent un appui pour se structurer, se fédérer et envisager des chantiers communs avec les acteurs du mouvement social et de l'économie alternative. C'est de ces convergences que peut naître un quatrième pouvoir au diapason non plus d'intérêts économiques ou politiques particuliers, mais en prise directe avec les dynamiques de tous les habitants de ce pays.

● **Radio Canut. Entretien avec un animateur,**
www.radio.canut.free.fr

Radio Canut est une vieille radio qui date de l'époque où les radios libres étaient illégales. L'aventure a commencé en 1978 sous la forme d'une radio pirate. S'il faut lui définir une orientation politique, on pourrait la qualifier de radio d'extrême gauche, plus ou moins libertaire en fonction des époques. Nous tenons à ne pas avoir d'étiquette politique précise, car en fait il y a peu d'unité politique – il y a des grandes directions qui nous sont communes, mais la radio présente cet intérêt de pouvoir être extrêmement plurielle.

Notre existence même est une critique des médias *mainstream*, comme cela a souvent été le cas pour les gens qui faisaient de la radio libre avec

Presse et cité

Les restructurations à l'œuvre dans l'économie des médias et la précarité qui s'est installée durablement dans la profession de journaliste, semblent condamner toute évolution.

des motivations politiques à la fin des années 1970. Le paysage des médias radiophoniques dominants n'était pas du tout le même qu'aujourd'hui, puisqu'il n'y avait encore que des radios d'État, et il était important de contrer la propagande étatique.

Dans les choses qui nous différencient radicalement des grands médias, il y a notre fonctionnement en collectif autogéré. Nous sommes une radio participative, nous essayons de donner au maximum la parole aux gens qui sont concernés par des luttes, qui sont sur le terrain des luttes. Et quand il y a un conflit social par exemple, nous ne donnons pas la parole « équitablement » aux salariés et aux patrons. Cela ne nous intéresse pas, la fausse neutralité revendiquée par les autres médias – nous considérons plutôt que c'est de l'arnaque. On préfère choisir clairement notre camp, et on annonce qu'on choisit notre camp. Ce qui a le mérite de l'honnêteté.

Par rapport aux grands médias, il y a aussi une différence d'indépendance : dans la mesure où la radio est financée uniquement par les cotisations, les très maigres ventes de tee-shirts, et le FSER (Fonds de soutien de l'expression radiophonique, qui n'est pas une subvention, et n'impose aucun droit de regard sur le contenu), nous n'avons de comptes à rendre à personne sur ce qu'on raconte.

Il n'y a pas de salarié(es) à Radio Canut. Tout le travail est bénévole : toutes les tâches, du ménage aux dossiers administratifs, du contact avec les maisons de disques à la maintenance du site sur internet, sont assurées par des animateurs et animatrices qui ont une émission.

Vous voulez savoir si nous avons un rôle dans les mouvements sociaux. Trop peu, beaucoup trop peu ! L'expérience mythique de Radio Plan-ton, à Oaxaca en 2006, reste bien loin de nos réalités. En revanche, sans avoir les chiffres de notre audimat, nous avons assez de retours pour savoir que nous sommes une radio importante pour pas mal de gens à Lyon, étudiant(es) de gauche, milieu associatif, bohème Croix-roussienne, squatteurs et squatteuses, militant-e-s divers-e-s...

Les difficultés que nous pouvons rencontrer ? En fait, c'est facile de faire de la radio. Depuis longtemps, nous n'avons pas eu de problème de censure, par exemple. Le CSA, qui pourrait nous chercher des poux sur tel ou tel appel à troubler l'ordre public, nous laisse tranquilles. On n'hésite pourtant pas à se lâcher à l'antenne.

● Regarde à vue, <http://regardeavue.com>

Nous sommes une association loi 1901, dont le but pourrait bien se résumer ainsi : favoriser la liberté de création de contenus artistiques, théoriques, politiques ou d'information, favoriser la circulation de ces contenus et surtout favoriser l'autonomie et l'indépendance de création.

Depuis le début, en 1998, nous fonctionnons sur la mutualisation des compétences et des moyens, avec une exigence d'indépendance financière (nous finançons notre activité sur les revenus de prestations de services indépendantes de l'activité militante).

Nous portons notre critique des médias à travers notre manière de fonctionner : nous ne sommes pas un média « contre », mais bel et bien un

autre média, qui suggère un autre mode viable d'informer et de faire circuler l'information. Notre activité est une activité de création, de partage des connaissances et des compétences, entre militants de divers mouvements, citoyens « lambda » ou vidéastes, documentaristes, tous adhérents de l'association ou bien au travers de formations ouvertes à d'autres collectifs, d'autres mouvements qui souhaitent utiliser le média audiovisuel dans leurs luttes.

Notre leitmotiv « *do it yourself* » et « *be the media* » nous place de fait dans une position d'alternative aux médias dominants. « La rumeur provient du bas » et il faudra qu'elle ait la force de remonter jusqu'en haut. C'est ce à quoi nous voulons travailler...

Depuis 2002, nous travaillons beaucoup sur internet, avec comme préoccupation principale la liberté de diffusion et de téléchargement des vidéos. Nous militons beaucoup pour les licences libres, pour l'utilisation des réseaux *peer-to-peer* et pour la création et le montage vidéo sur des logiciels libres.

On nous fait croire aujourd'hui à la liberté de créer ce qu'on veut et d'échanger ce qu'on veut, sur des réseaux en réalité hyper contrôlés, avec des moyens qui ne nous appartiennent pas, et avec pour finalité d'être noyés dans un flot d'informations trop bruyant pour être intelligible.

Nous pensons que face à cela, il faut une cohérence et une visibilité à nos différents mouvements. Nous ressentons aujourd'hui la difficulté de créer une dynamique entre nous qui sommes si nombreux et peut-être trop isolés, capable de donner une légitimité politique et en termes d'information à des contenus aussi disparates que les nôtres.

Cette dynamique existe pourtant. Nous travaillons aujourd'hui sur un projet de collaboration avec les col-

lectifs Écran d'arrêt (télévision alternative) et Télé liberté (vidéo d'information militante), dans le but de rassembler nos outils, nos expériences mais également nos moyens de diffusion. Mais cette dynamique doit s'étendre à une plus large échelle. Nous devons éviter, en nous rassemblant, cette dilution dans le flot d'informations qui risque de chacun nous noyer.

Regarde à vue

Notre leitmotiv « do it yourself » et « be the media » nous place de fait dans une position d'alternative aux médias dominants.

● Télé liberté, www.latelelibre.fr

Nous, Télé-liberté, partons du constat que les dits « médias » institutionnels sont trop gravement défaillants sur des questions essentielles, comme celle des sans-papiers, ou pire l'implication française dans le génocide des Tutsis du Rwanda. Deux exemples parmi de nombreux autres, qui suscitent l'apparition d'un journalisme citoyen, lequel s'empare aujourd'hui, entre autres, des moyens du cyber-journalisme. C'est avec un sentiment d'urgence que nous nous organisons, sur de multiples fronts, pour tenter de briser le processus de constitution d'idées reçues auquel travaille ce qu'il faut bien appeler désormais la propagande d'État.

● **Pour *Silence*, Michel Bernard, www.revuesilence.net**

La revue *Silence* est née, en Rhône-Alpes, du constat d'un manque de circulation des informations entre militants écologistes à l'occasion d'une marche antinucléaire en 1982. La revue s'est étendue au-delà de la région à partir de 1986 et a également diversifié les thèmes abordés au fil des années et du renforcement des personnes qui s'impliquent dans la revue. Elle reste aujourd'hui une revue surtout lue par des militants associatifs et des personnes investies dans des initiatives individuelles ou collectives dites « alternatives » (agriculture biologique, décroissance, habitat coopératif, système d'échanges locaux, solidarités locales ou lointaines, relocalisation de l'économie...).

Concrètement, nous essayons d'élargir les débats pour faciliter les échanges d'idées entre « rouges », « verts » et « noirs ». Nous nous appuyons sur un dialogue critique entre théories et pratiques ; nous restons dans le cadre de la non-violence. En publiant régulièrement des reportages sur des réalisations, nous encourageons nos lecteurs à s'engager dans différents domaines.

Nous ne passons pas notre temps à nous positionner en opposition aux médias dominants. Nous sommes dans une démarche plus de propositions que de critiques et préférons présenter les nombreuses initiatives de médias alternatifs (presse, radio, internet...). Il s'agit de favoriser au maximum la circulation horizontale de l'information. Nous ne rejetons pas systématiquement le travail fait dans les grands médias : même si l'argent est un facteur de censure important, il existe des journalistes un peu partout, qui, courageusement, essaient de faire passer des messages différents.

N'étant pas une source d'actualité (nous sommes mensuels), la forme papier permet d'avoir des écrits qui restent sous une forme durable et qui sont, pour le moment, encore la plus facile à lire.

Les difficultés sont souvent d'ordre financier : nous avons démarré sans un sou, il y a maintenant 27 ans et nous avons dû faire avec, appelant nos lecteurs au secours quand c'est nécessaire. Nous comptons actuellement environ 20 000 lecteurs... dont près d'un millier a déjà écrit dans la revue et dont environ 200 nous aident concrètement (expédition, stands...). Nous avons quatre salariés. Nous pratiquons l'égalité des salaires : ceux-ci sont de l'ordre du SMIC mais avec un temps de travail hebdomadaire de 27 h 30. Nous cherchons à être nous-mêmes en cohérence avec nos écrits¹.

Nous relayons de très nombreuses campagnes militantes (notamment en encartant des documents de campagne d'associations), mais la revue est rarement partie prenante de l'organisation de ces campagnes. Par contre, les bénévoles comme les salariés sont souvent actifs dans plusieurs autres associations.

En conclusion, nous ne sommes qu'un petit grain de sable dans le système... mais comme nous sommes de plus en plus de grains de sable, celui-ci semble aujourd'hui de plus en plus grippé ! ●

1. Voir sur notre site, www.revuesilence.net, l'article « en quoi sommes-nous alternatifs... et en quoi ne le sommes-nous pas ».